

## Communiqué de presse

Bruxelles, le 15 septembre 2006

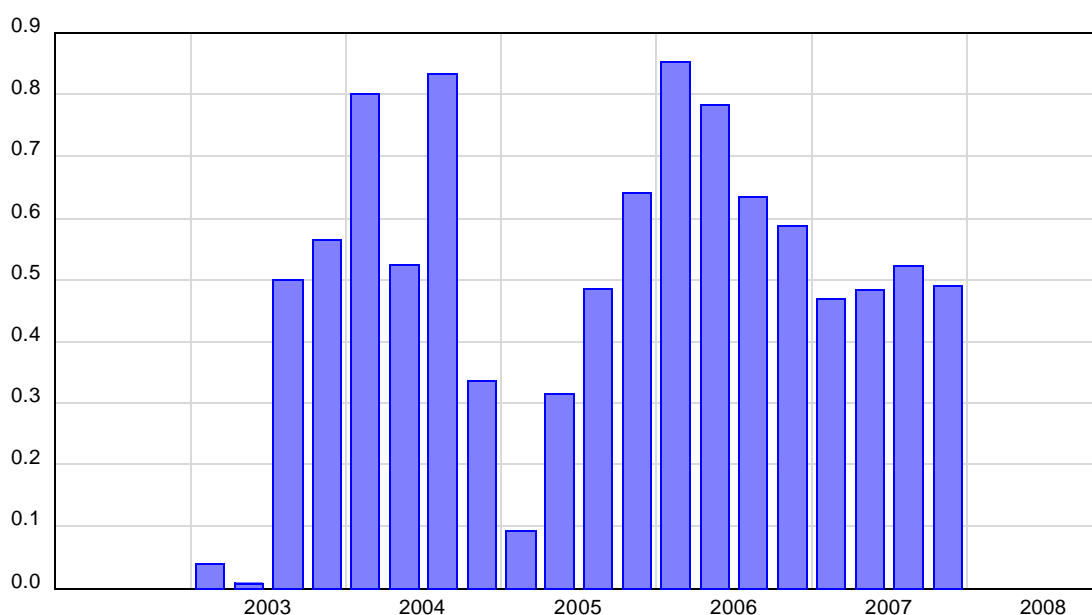
### La croissance économique atteindrait 2,7 % en 2006 et 2,2 % en 2007

*En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique. Ces prévisions macroéconomiques servent de base à la confection des budgets fédéraux des recettes et des dépenses pour l'année 2007. Elles prennent en considération la Partie 1 des Comptes nationaux 2005, mais aussi les principaux agrégats relatifs au premier trimestre 2006, ainsi que l'estimation "flash" de la croissance économique au cours du deuxième trimestre.*

Grâce à la forte croissance trimestrielle au cours de la première moitié de l'année 2006 (0,8 % en moyenne, contre 0,6 % au second semestre 2005), l'économie belge devrait afficher cette année sa meilleure prestation depuis 2000, avec une croissance du PIB de 2,7 %. Toutefois, sous l'effet de la conjoncture internationale, la croissance au second semestre devrait retomber à 0,6 % en moyenne. En 2007, la croissance trimestrielle du PIB devrait, grosso modo, se stabiliser autour de 0,5 %, ce qui porterait la croissance économique à 2,2 % sur l'ensemble de l'année.

#### Evolution trimestrielle du PIB belge à prix constants

*(croissance à un trimestre d'intervalle; données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)*



*En 2006, l'économie européenne connaît une croissance vigoureuse. Toutefois, à partir du second semestre, la conjoncture internationale devrait s'essouffler quelque peu, une tendance qui se confirmerait en 2007.*

Dans la zone euro, l'activité économique s'est intensifiée de façon significative au cours du premier semestre, soutenue par la demande intérieure. Toutefois, divers facteurs freineraient le dynamisme de la croissance du PIB au second semestre 2006 et en 2007. En effet, les exportations européennes devraient souffrir du ralentissement actuel de l'économie américaine et de l'appréciation de l'euro due au resserrement de la politique monétaire européenne. Par ailleurs, la hausse de la TVA qui doit entrer en vigueur en janvier 2007 en Allemagne devrait peser sur la consommation privée et la croissance économique, même si l'impact précis de cette mesure est difficile à estimer. Enfin, le prix du pétrole brut reste élevé. Sur la base des cotations à terme de début septembre, le prix moyen d'un baril de Brent devrait passer de 68 dollars en 2006 à 72 dollars en 2007. Dès lors, la croissance économique dans la zone euro passerait de 2,6 % en 2006 à 1,9 % en 2007.

*La croissance belge s'accélère en 2006 grâce aux exportations, à la consommation privée et aux investissements publics. En 2007, la croissance moins rapide des exportations et le repli des investissements publics freinent la croissance du PIB.*

Après les chiffres médiocres enregistrés en 2005, la croissance des exportations belges devrait atteindre 5,4 % cette année, grâce à une conjoncture internationale favorable. L'essoufflement attendu de celle-ci se répercuterait sur les exportations belges, qui ne devraient progresser que de 4,9 % l'an prochain, participant ainsi au ralentissement de la croissance en 2007. Cette évolution se reflète dans les exportations nettes, dont la contribution à la croissance du PIB est nettement positive en 2006, tandis qu'elle serait insignifiante en 2007. Par ailleurs, l'excédent des opérations courantes avec le reste du monde augmente à peine en 2006, sous l'effet des prix élevés du pétrole, qui entraînent une évolution défavorable des termes de l'échange. En 2007, le surplus extérieur resterait à nouveau pratiquement stable, étant donné que les exportations et les importations progressent au même rythme dans un contexte de termes de l'échange stables.

La demande intérieure devrait augmenter respectivement de 2,1 % et de 2,2 % en 2006 et 2007. Le fléchissement observé par rapport à l'année précédente s'explique par les investissements des entreprises. Ceux-ci se maintiennent à un niveau élevé, notamment grâce à la hausse persistante de la rentabilité, au taux d'utilisation élevé des capacités de production et à l'amélioration des perspectives de débouchés, mais leur croissance suit un rythme plus modéré après le mouvement de rattrapage sensible observé en 2005.

En 2006 et 2007, le revenu disponible réel des ménages est stimulé par la progression persistante de l'emploi, la réforme de l'impôt des personnes physiques, le ralentissement progressif de l'inflation et l'augmentation des revenus nets de la propriété (suite à la hausse des taux d'intérêt). Ces éléments expliquent en partie l'accélération de la croissance de la consommation privée, qui atteindrait 2,3 % en 2006, soit environ le double de la croissance moyenne des cinq années précédentes. La consommation des ménages contribue donc sensiblement à la vigueur de l'économie. Cette année, le taux d'épargne des ménages devrait à nouveau baisser, compte tenu des indications quant à l'évolution de la confiance des ménages. En 2007, la croissance de la consommation

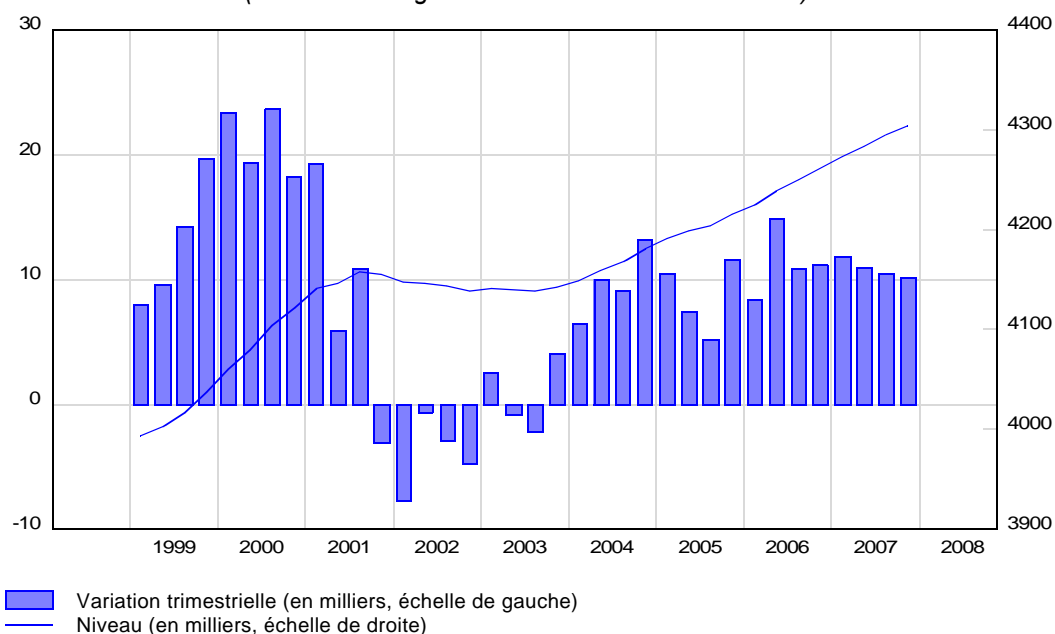
(2 %) devrait rester légèrement en deçà de la croissance du revenu disponible réel (2,3 %), dès lors que la tendance à l'épargne est généralement plus forte pour les revenus de la propriété que pour les autres composantes des revenus. La croissance trimestrielle des investissements en logements s'est fortement accélérée dans le courant de l'année 2005, mais serait en repli depuis la mi-2006, suite à l'augmentation des coûts de financement.

La croissance des investissements publics est définie dans une large mesure par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui ont fortement augmenté à l'approche des élections communales d'octobre 2006, et suite également à la vente de bâtiments publics au secteur privé. Si l'on exclut du calcul les ventes de bâtiments publics, les investissements publics (exprimés à prix constants) devraient augmenter de 10 % en 2006, mais devraient diminuer environ dans les mêmes proportions en 2007.

### *La croissance vigoureuse de l'emploi fait reculer le chômage*

En 2006, l'emploi intérieur devrait augmenter d'environ 41.000 unités en moyenne. Etant donné que l'emploi réagit avec un certain retard à l'évolution de l'activité économique, la progression devrait être encore plus sensible en 2007 (+45.600 unités), et ce, en dépit du ralentissement de la croissance économique. De plus, cette progression est stimulée, en 2006 et en 2007, par la hausse limitée des coûts salariaux. Le taux d'emploi passerait ainsi de 61,9 % en 2005 à 62,5 % en 2007. L'emploi augmentant davantage que la population active, le nombre de chômeurs (définition administrative large) diminue de 5.700 unités en 2006 et de 16.200 unités en 2007. Toutefois, le taux de chômage harmonisé Eurostat (calculé sur base de l'enquête sur les forces de travail) augmenterait encore en 2006 (8,6 %, contre 8,4 % en 2005) et ne fléchirait qu'à partir de 2007 (8,3 %).

**Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur**  
(données corrigées des variations saisonnières)



### *L'inflation en recul à 1,9 %*

L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), devrait se situer autour de 1,9 %, tant en 2006 qu'en 2007 (contre 2,8 % en 2005).

L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix des carburants, des produits à base de tabac et des boissons alcoolisées, devrait augmenter de respectivement 1,8 % et 1,9 % (contre 2,2 % en 2005). Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 104,14) devrait être dépassé en septembre 2006. Le prochain dépassement (106,22) devrait intervenir en octobre 2007.

En 2006, la hausse moyenne de ces deux indices est influencée à la baisse par un facteur technique. En effet, depuis janvier 2006, l'INPC est calculé au départ d'un nouveau panier de produits (dont la composition est basée sur l'enquête sur le budget des ménages de 2004). Mesurée à l'aide du déflateur de la consommation privée, qui n'est pas influencé par ce facteur technique, l'inflation ne se replie que légèrement en 2006 (à 2,4 %) et n'atteint le chiffre de 1,9 % qu'en 2007. La baisse continue de l'inflation s'explique surtout par l'évolution modérée des coûts salariaux, le raffermissement de l'euro et la stabilisation des prix du pétrole au cours de l'année 2007.

Pour plus d'informations: Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

### Chiffres clés pour l'économie belge

*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

|   | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  |
|---|-------|-------|-------|-------|
| Dépenses de consommation finale des particuliers                      | 1,5   | 1,1   | 2,3   | 2,0   |
| Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics                  | 2,0   | 0,7   | 1,8   | 2,4   |
| Formation brute de capital fixe                                       | 4,2   | 8,4   | 2,2   | 2,4   |
| Dépenses nationales totales   | 2,6   | 2,6   | 2,1   | 2,2   |
| Exportations de biens et services                                     | 6,2   | 1,8   | 5,4   | 4,9   |
| Importations de biens et services                                     | 6,4   | 3,4   | 4,8   | 5,0   |
| Exportations nettes (contribution à la croissance)                    | 0,1   | -1,2  | 0,6   | 0,1   |
| Produit intérieur brut  | 2,6   | 1,2   | 2,7   | 2,2   |
| Indice national des prix à la consommation                            | 2,1   | 2,8   | 1,9   | 1,9   |
| Indice santé  | 1,6   | 2,2   | 1,8   | 1,9   |
| Revenu disponible réel des particuliers                               | -0,2  | 1,0   | 1,8   | 2,3   |
| Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)           | 12,8  | 12,8  | 12,3  | 12,4  |
| Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)            | 23,7  | 38,5  | 41,0  | 45,6  |
| Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)         | 8,4   | 8,4   | 8,6   | 8,3   |
| Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)   | 3,4   | 2,7   | 2,9   | 2,8   |
| Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) | 124,4 | 124,4 | 126,0 | 131,1 |
| Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)        | 2,1   | 2,2   | 3,0   | 3,8   |
| Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)                         | 4,1   | 3,4   | 3,9   | 4,2   |